

COMMUNIQUÉ – 12 MAI 2021

Une nouvelle fois, la terre de Palestine est ensanglantée

À nouveau se déroule la logique de l'expansion coloniale qui caractérise l'État d'Israël depuis qu'il a été fondé en 1948 sous l'égide de toutes les grandes puissances.

Les familles menacées aujourd'hui d'expulsion dans le quartier de Cheikh Jarrah à Jérusalem sont souvent celles-là même qui s'y sont établies en 1948, après avoir été chassées des maisons qu'elles habitaient depuis des générations, en particulier à Jaffa et à Haïfa.

Jusqu'à quand ce mécanisme d'expulsion va-t-il se poursuivre ?

La Tribune des travailleurs, hebdomadaire du Parti ouvrier indépendant démocratique, a fait entendre les voix, certes minoritaires, de ceux qui, parmi la population juive israélienne, se dressent contre l'acharnement du gouvernement israélien à l'encontre des Palestiniens :

- Avraham Burg, ancien président du Parlement israélien et de l'Agence juive, s'est prononcé en mars 2021 dans le quotidien israélien *Haaretz* « pour un État de tous ses citoyens ».
- La principale association israélienne de défense des droits de l'homme, B'tselem, dans un rapport du 12 janvier 2021, déclare : « *Entre le Jourdain et la Méditerranée : c'est l'apartheid* ». Elle dénonce comme « législation discriminatoire » la loi israélienne de 1950 « sur la propriété des absents » au nom de laquelle les habitants palestiniens sont expropriés de leurs maisons.
- Soixante lycéens israéliens ont, en janvier 2021, exprimé leur refus de servir dans l'armée israélienne, expliquant : « *On nous demande de revêtir un uniforme taché de sang. Avec la nakba* et l'occupation, la société israélienne s'est construite sur des bases pourries et cela rejaillit dans tous les aspects de la vie : le racisme, les discours politiques de haine, la brutalité de la police et bien d'autres choses encore.* »

Ils ont raison. Israël est devenu un État d'apartheid fondé sur la discrimination et le racisme. La logique de l'apartheid, c'est l'éviction pure et simple de tout le peuple palestinien du territoire historique de la Palestine.

Aucune issue conforme aux principes universels de démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est envisageable si ne sont pas reconnus au peuple palestinien, comme à tous les peuples, le droit à la nation, à la terre, à la liberté et donc le droit au retour.

La Tribune des travailleurs a donné la parole à des militants palestiniens, qui, pour leur part, affirment : « *Les trois questions majeures qui demeurent sont donc : l'unité avec la lutte des peuples arabes contre l'oppression ; la lutte commune avec des forces juives progressistes pour un État palestinien démocratique et laïque et pour le droit au retour des réfugiés palestiniens ; et la solidarité internationale avec les peuples et les classes opprimés qui luttent pour leurs droits dans le monde entier.* »

Que l'on partage ou non cette position, il doit être clairement affirmé qu'aucune solution ne sera trouvée dans la répression, la discrimination et la négation des droits.

Honte à Biden, qui dans la continuité de Trump déclarant « *Jérusalem, capitale de l'État d'Israël* », soutient Netanyahu ! Honte au Conseil de sécurité de l'ONU qui s'est, comme toujours, rangé derrière l'administration américaine ! Honte à l'Union européenne qui renvoie dos à dos agresseurs et agressés, prônant la « désescalade » des deux côtés !

**Arrêt immédiat de la répression contre les Palestiniens
qui manifestent à Jérusalem et dans toutes les villes !**

Halte aux bombardements contre Gaza !

Arrêt des expulsions à Cheikh Jarrah !

Liberté pour le peuple palestinien !

Droit au retour pour tous les réfugiés !

* La nakba (« catastrophe ») est l'expulsion de 850 000 Palestiniens de leurs villes et villages en mai 1948.